

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mars 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2015;

Vu l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, donné le 20 mars 2015;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants, donné le 31 mars 2015;

Vu l'avis n° 57.427/1 du Conseil d'Etat, donné le 6 mai 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et du Ministre des Indépendants, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, remplacé par l'arrêté royal du 21 décembre 2006, modifié par les arrêtés royaux du 1^{er} mars 2009 et du 30 août 2013, la dernière phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Ce montant est porté à 24,3153 euros à partir du 1^{er} août 2009, à 24,8016 euros à partir du 1^{er} septembre 2011, à 25,1116 euros à partir du 1^{er} septembre 2013 et à 25,6138 euros à partir du 1^{er} septembre 2015. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2015.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Poitiers, le 10 août 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE BLOCK

Le Ministre des Indépendants,
W. BORSUS

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 maart 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister voor Begroting, gegeven op 20 maart 2015;

Gelet op het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen, gegeven op 20 maart 2015;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen, gegeven op 31 maart 2015;

Gelet op het advies nr. 57.427/1 van de Raad van State, gegeven op 6 mei 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Zelfstandigen, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 9, § 1, eerste lid, 3^o van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 december 2006, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 2009 en 30 augustus 2013, wordt de laatste zin vervangen als volgt :

« Dit bedrag wordt met ingang van 1 augustus 2009 verhoogd tot 24,3153 euro, met ingang van 1 september 2011 tot 24,8016 euro, met ingang van 1 september 2013 tot 25,1116 euro en met ingang van 1 september 2015 tot 25,6138 euro. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2015.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Poitiers, op 10 augustus 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE BLOCK

De Minister van Zelfstandigen,
W. BORSUS

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204011]

27 AOÛT 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code wallon de l'Environnement en ce qui concerne la reconnaissance et le subventionnement des associations environnementales

Le Gouvernement wallon,

Vu la partie décrétable du Livre I^{er} du Code wallon de l'Environnement, l'article D.28-9;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code wallon de l'Environnement, l'article R.40-24;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant l'urgence motivée dès lors que la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code wallon de l'Environnement prévoit, à l'article R.40-3, § 4, que le Gouvernement doit envoyer sa décision aux associations qui demandent leur reconnaissance dans un délai de cent trente-cinq jours à dater du jour qui suit la date de l'envoi de la décision attestant du caractère complet et recevable de la demande; que ce délai constitue un délai de rigueur dès lors qu'il est également prévu, au paragraphe 5, que, si la décision n'est pas envoyée aux associations dans le délai prévu, la reconnaissance est réputée refusée;

Considérant que le Gouvernement a estimé, lors de l'entrée en vigueur de ces dispositions du Code wallon de l'Environnement, qu'il était nécessaire, pour la première année de mise en œuvre de ce système de reconnaissance des associations environnementales, de porter ce délai de cent trente-cinq jours à un délai de cent quatre-vingt jours, et ce, dans l'attente de la mise en place du guichet unique; qu'il était dès lors conscient qu'un délai plus important était nécessaire pour la première année de mise en œuvre compte tenu du flux important de demande de reconnaissance;

Considérant que, dès lors qu'il s'agit de la première année de mise en œuvre de ce système de reconnaissance des associations environnementales, un flux important de demandes de reconnaissance a été effectivement introduit au cours du premier trimestre de l'année 2015; qu'il apparaît, compte tenu du volume de demandes introduites, que le délai supplémentaire accordé par le Gouvernement dans le cadre du régime transitoire n'est pas suffisant pour se prononcer sur chaque demande de reconnaissance endéans le délai de rigueur; qu'il y a dès lors un risque que les demandes introduites soient considérées comme refusées et qu'un afflux de recours soit alors engendré;

Considérant dès lors la nécessité d'augmenter le délai dont dispose le Gouvernement pour se prononcer sur ces demandes de reconnaissance dans le cadre du régime transitoire fixé à l'article R.40-24;

Considérant que l'urgence motivée nécessite que cet arrêté puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible et ce, avant l'échéance fixée pour statuer sur la première demande de reconnaissance;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au paragraphe 2 de l'article R.40-24 de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code wallon de l'Environnement, la deuxième phrase est remplacée comme suit :

« Le délai de cent trente-cinq jours visé à l'article R.40-3, § 4, est porté à deux cent trente jours. Le délai de cent trente-cinq jours visé à l'article R.40-10, § 4, est porté à cent quatre-vingt jours. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 août 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204011]

27. AUGUST 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Wallonischen Umweltgesetzbuches betreffend die Anerkennung und die Bezuschussung der Umweltvereinigungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des dekretalen Teils von Buch I des Wallonischen Umweltgesetzbuches, Artikel D.28-9;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Wallonischen Umweltgesetzbuches, Artikel R.40-24;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit begründet ist, da der verordnungsrechtliche Teil von Buch I des Wallonischen Gesetzbuches in Artikel R.40-3 § 4 vorsieht, dass die Regierung den Vereinigungen, die ihre Anerkennung beantragen, innerhalb einer Frist von hundertfünfunddreißig Tagen ab dem Tag, der auf den der Zusendung der Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags folgt, ihren Beschluss zustellen muss; dass diese Frist eine zwingende Frist darstellt, da in § 5 auch vorgesehen wird, dass die Anerkennung als abgelehnt gilt, falls die Entscheidung den Vereinigungen nicht innerhalb der vorgesehenen Frist zugestellt wird;

In der Erwägung, dass die Regierung beim Inkrafttreten dieser Bestimmungen des Wallonischen Umweltgesetzbuches der Meinung war, dass es für das erste Anwendungsjahr dieses Systems zur Anerkennung der Umweltvereinigungen notwendig war, diese Frist von hundertfünfunddreißig Tagen auf eine Frist von hundertachtzig Tagen zu verlängern, und dies in Erwartung der Einsetzung der zentralen Anlaufstelle; dass sie daher dessen bewusst war, dass für das erste Anwendungsjahr eine größere Frist erforderlich war angesichts der großen Zahl von Anerkennungsanträgen;

In der Erwägung, dass, da es sich um das erste Anwendungsjahr dieses Systems zur Anerkennung der Umweltvereinigungen geht, tatsächlich eine große Anzahl von Anerkennungsanträgen im Laufe des ersten Quartals des Jahres 2015 eingereicht wurden; dass es sich angesichts der großen Menge der eingereichten Anträge herausstellt, dass die von der Regierung im Rahmen der Übergangsregelung gewährte zusätzliche Frist nicht genügt, um sich innerhalb der zwingenden Frist über jeden Antrag auf Anerkennung auszusprechen; dass daher die Gefahr besteht, dass die eingereichten Anträge als abgelehnt gelten und dann daraus eine Welle von Beschwerden entsteht;

In der Erwägung, dass es folglich notwendig ist, die Frist zu verlängern, über die die Regierung verfügt, um sich im Rahmen der im Artikel R.40-24 festgelegten Übergangsregelung über diese Anträge auf Anerkennung auszusprechen;

In der Erwägung, dass die begründete Dringlichkeit gebietet, dass der vorliegende Erlass so schnell wie möglich in Kraft treten kann, und dies vor Ablauf der Frist, die für die Entscheidung über den ersten Antrag auf Anerkennung festgelegt worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel R.40-24 § 2 des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Wallonischen Umweltgesetzbuches wird der zweite Satz wie folgt ersetzt:

„Die in Artikel R.40-3 § 4 genannte Frist von hundertfünfunddreißig Tagen wird auf zweihundertdreißig Tage verlängert. Die in Artikel R.40-10 § 4 genannte Frist von hundertfünfunddreißig Tagen wird auf hundertachtzig Tage verlängert.“.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. August 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204011]

27 AUGUSTUS 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het regelgevende deel van Boek I van het Waalse Milieuwetboek wat betreft de erkenning en de subsidiëring van de milieuverenigingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decretaal gedeelte van Boek I van het Waalse Milieuwetboek, artikel D.28-9;

Gelet op het regelgevende deel van Boek I van het Waalse Milieuwetboek, artikel R.40-24;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door het feit dat Boek I van het Waalse Milieuwetboek in artikel R.40-3, § 4, voorziet dat de Regering haar beslissing stuurt aan de verenigingen die een aanvraag tot erkenning hebben ingediend, binnen een termijn van honderd vijftig dagen te rekenen van de dag volgend op de dag van zending van de beslissing waarbij de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag wordt bevestigd; dat deze termijn een uiterste termijn is aangezien er in paragraaf 5 voorzien is dat indien de beslissing niet binnen de voorziene termijn aan de verenigingen wordt gestuurd, de erkenning geacht wordt geweigerd te zijn;

Overwegende dat de Regering geacht heeft, bij de inwerkingtreding van deze bepalingen van het Waalse Milieuwetboek, dat het noodzakelijk was, voor het eerste jaar van de uitvoering van dit systeem van erkenning van de milieuverenigingen, om deze termijn van honderd vijftig dagen naar een termijn van honderd tachtig dagen te brengen, en dit, in afwachting van de oprichting van het eenheidsloket; dat zij er dan ook van bewust was dat een langere termijn noodzakelijk was voor het eerste uitvoeringsjaar rekening houdend met het groot aantal erkenningsaanvragen;

Overwegende dat een belangrijk aantal van erkenningsaanvragen effectief is ingediend tijdens het eerste kwartaal van het jaar 2015, aangezien het hier gaat om het eerste jaar van uitvoering van dit systeem van erkenning van de milieuverenigingen; dat blijkt, rekening houdend met het volume ingediende aanvragen, dat de bijkomende termijn toegekend door de Regering in het kader van de overgangsregeling onvoldoende is om zich uit te spreken over elke erkenningsaanvraag binnen de uiterste termijn; dat er dan ook een risico bestaat dat de ingediende aanvragen als geweigerd worden geacht en dat er dan een toevloed van beroepen ontstaat;

Overwegende dat het dan noodzakelijk is om de termijn waarover de Regering beschikt om zich uit te spreken over deze erkenningsaanvragen te verlengen in het kader van de overgangsregeling bepaald in artikel R.40-24;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid vereist dat dit besluit zo spoedig mogelijk in werking moet treden en dit, vóór de vervaldatum vastgesteld om te beslissen over de eerste erkenningsaanvraag;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In paragraaf 2 van artikel R.40-24 van het regelgevende deel van Boek I van het Waalse Milieuwetboek wordt de tweede zin vervangen als volgt:

„De termijn van honderd vijftig dagen bedoeld in artikel R.40-3, § 4, wordt op tweehonderd dertig dagen gebracht. „De termijn van honderd vijftig dagen bedoeld in artikel R.40-10, § 4, wordt op honderd tachtig dagen gebracht.“.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 augustus 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening,
Mobilititeit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO